

Gourrier de Tourcoing

JOURNAL REPUBLICAIN HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS

6 mois, un an

fr. 2.50
fr. 5.00

Rédaction & Administration

145, Rue de Renais, TOURCOING

INSERTIONS

Annonces Reclames Demandes d'emploi: la ligne, 15 cent. id. 40 cent. id. 10 cent.

LE COURRIER DE TOURCOING est en vente :

- au Débit de tabacs, Grand Place
- au Débit de tabacs, rue de la Cloche, 31
- chez M. Duquenois, débitant de tabacs, rue d'Anvers.
- chez M. Cyrille Vannebus, Libraire, rue de la Dime.
- chez M. Emile Vannebus, Libraire, rue du Midi.
- Aux Bibliothèques de la Gare (intérieur et extérieur)

BILAN FISCAL

Les plus volés de 1904 sur les impôts indirects et sur les monopoles - Leur ver rongeur. — Les soucis de M. Rouvier. — Les douzièmes provisoires : leur histoire depuis 1810. — Les vaches grasses de la République.

Il faut pourtant bien un peu parler de choses plus sérieuses que celles de la politique courante. La note publiée, comme de coutume en fin d'année, par l'administration des finances sur le rendement des impôts indirects et des monopoles de l'Etat en 1904 nous y ramène d'ailleurs. Hétons-nous de dire qu'elle n'est pas encore inquiétante. Pour 1904, en effet, les impôts et ces monopoles donnent un excédent dont le total dépasse 145 millions.

Mais cet excédent porte sur des prévisions budgétaires qu'on avait plus sensiblement abaissées que d'ordinaire, comme si l'on eût craint un fléchissement des recettes, et d'autre part, il est inférieur de 5 millions à l'excédent de 1903 qui portait, lui, sur des prévisions beaucoup plus élevées.

Le fléchissement prévu des recettes indirectes de 1904 s'est donc produit et de façon plus sensible qu'on ne le prévoyait.

Dans sa note d'explications, M. Rouvier attribue à la situation extérieure. C'est vrai en partie, mais il est bien vrai aussi qu'il y a eu des étranges dans la situation intérieure et l'inquiétude soulevée par le projet d'impôt sur tous les revenus, aussi bien sur les revenus agricoles, commerciaux, industriels, de salaires et de pensions, que sur les revenus du portefeuille.

Cependant le ministre des Finances ne peut pas l'avouer, du moins de façon directe. Il se contente de terminer sa note par un appel à la prudence et une invite à la circonspection en ce qui regarde l'évaluation à venir des plus values. Il prévient ainsi implicitement tous ceux qui coopèrent à l'établissement du budget qu'il faut se prémunir contre le retour des vaches maigres.

D'ailleurs, l'excédent est déjà logé et à mauvaise enseigne. Il n'en reste plus que 33 millions, les crédits supplémentaires, le ver rongeur entretenu par l'impérialisme parlementaire, n'est fait que pour boucler des 112 autres; tout y passera et il n'y en aura jamais assez. Cette accumulation de crédits sup-

plémentaires, par lesquels les ministres, en prenant d'une main les économies aux autres, ont voulu les obliger de l'autre, est l'indice d'un profond désordre administratif. Plus que jamais, un homme de cette profession ne se contente pas de se trouver être, mais il veut pour tout le monde, M. Rouvier dit génie de cette place. Il faut qu'il son mieux mais comment résister à un génie qui vous obsède, qui vous a un intérêt, supérieur à tout, et jusqu'à la raison ?

Un autre gros mérite, pour un homme qui se dit un génie, doit être de proposer des solutions à des problèmes qui ne sont pas résolus. Elle remonte haut, cependant, — à 180 où la loi de budget ne fut promulguée que le 10 avril.

Et c'est qu'est-ce qu'un douzième provisoire ?

Il met l'indique : une ouverture possible de crédits pour un mois et, par conséquent, en quelque sorte, l'autorisation donnée au gouvernement de gouverner, pendant le même temps, les impôts et les revenus publics.

Tous les économistes ont, ce qui vaut mieux, la bon sens condamnant cette pratique qui traite la nation mal ordonnée et mal tenue. On s'y habitue cependant, comme on s'y habitue au désordre, et ce qui ne devrait jamais être qu'une fâcheuse exception, devient bientôt une règle.

En 1833, grâce à l'accord énergique du président de la Commission du budget, M. Doumer et du ministre des Finances, M. Rouvier, la loi des Finances et le budget de 1904 avaient été votés et promulgués à temps, même 24 heures — le 30 décembre — avant l'heure fatale. Mais c'était trop beau et l'on en est bien vite revenu, l'an dernier, à ces errements qui n'avaient pas été oubliés depuis 1896.

En 1896, le budget de 1895 avait été voté le 29 décembre.

Après, devait être la série lamentable et monotone, on n'avait plus les budgets qui plein exercice : en février, en mars, en avril et même en mai, comme il arriva pour le budget de 1899 voté au 30 mai ! La nécessité de ces douzièmes vint à la suite des difficultés créées par l'affaire Dreyfus, alors à son état aigu.

On ne trouve plus fort qu'en 1831 où le budget fut voté qu'après dix douzièmes !

Du reste, la République n'a pas le monopole des budgets en retard. Après le mauvais exemple de 1810, on a les budgets de douzièmes de 1816 à 1822, et ensuite en 1831, 1832 et 1833 les trois premières années du règne de Louis Philippe.

Pendant tout le second Empire, on a des budgets votés régulièrement, il est vrai qu'ils étaient sans contrôle et sans discussion. La République connut aussi cette régularité interrompue, de 1879 à 1887. C'était peut-être son beau temps celui où elle faisait la conquête de l'opinion. C'était aussi celui des vaches grasses.

Quelle nous les ramène !

Patrice NOLLET.

INFORMATIONS

Le Sénat et la Chambre ont ouvert mardi soir leur première session sous la présidence de leurs doyens d'âge, les pouvoirs des bureaux ayant expiré avec l'année.

— Au Sénat, M. de Cassagnac a été élu doyen d'âge, M. Fauriol, doyen de la Chambre.

M. Faillier a assisté à la séance assis à gauche entre MM. R. Land et Aucoin.

Le 14, à deux heures, a eu lieu l'élection du bureau définitif.

— A la Chambre, la séance d'ouverture était présidée par M. Paul Bourgeois, député de la Vendée depuis 33 ans.

Après son discours très court et très applaudi on a procédé à l'élection du président.

M. Paul Doumer a été élu par 205 voix contre l'ancien président, M. Henri Brisson, qui en a eu 230.

En vue de ses vice-présidents à MM. M. Loubry, par 378 voix, un seul secrétaire, M. Félix Marot, un seul questeur, M. Lechevallier.

— M. Paul Doumer est né dans la Gironde à Angoulême, en 1838; il avait donc 67 ans. Sa date de naissance est indiquée à Paris, il entra, à 14 ans, en qualité d'apprenti, dans un bureau de tabaceries. Pendant six ans, il employa sa heure en loisir et se fit à compléter l'instruction élémentaire qu'il avait reçue. Il passa avec succès ses lettres de sciences et entra alors dans l'enseignement. Il fut successivement professeur de mathématiques au collège de Non et d'un lycée de Laon.

— A la suite d'une maladie de gorge, le jeune professeur quitta l'enseignement.

C'est alors que commença sa carrière politique. Il prit d'abord la direction d'un journal républicain de Laon, et après avoir été adjoint au maire de Laon, il fut élu député dans une circonscription de remplacement en 1888. Battu aux élections générales de 1889, il entra dans la presse parisienne et devint, en 1891, chef de cabinet de M. Floquet, président de la Chambre.

En 1893, député de la Seine, dans une direction particulière, il fut élu en 1893 et entra comme ministre des Finances dans le cabinet Bourgeois en 1895.

En décembre 1890, M. Doumer le nomme gouverneur général de l'Indo-Chine. En 1901, il donna sa démission et se fit élire député de nouveau dans l'Aisne. Depuis lors, chaque année il a été élu président de la Commission du budget.

— Dimanche dernier, l'amiral Bienaimé, républicain et radical, a été élu député par 6437 voix sur remplacement de M. Syron, démissionnaire. Son concurrent radical, M. Billin, syndic du Conseil municipal de Paris, a obtenu 5465 voix.

— M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, a donné lecture au Conseil de la lettre de notre ambassadeur à Tanger à ce que du ministre des Affaires étrangères de Maroc. Dans cette lettre Abdoukarim Ben Slimane, au nom du Sultan, le gouvernement français de maintenir en fonctions les instructeurs français et demandait instamment nos représentants de lui laisser son départ pour Fez, afin de recevoir, sur les reformes à établir progressivement, nos indications et nos conseils sur la situation du Maroc.

M. Delcassé a déclaré résolu à se conformer. M. Delcassé a annoncé que le départ de M. Saint-René Taillandier pour Fez aurait lieu le jour même.

— La mobilisation annuelle à la maison de M. de la Roche, au 14, rue de Valenciennes, sous la présidence de M. Berteaux, ministre de la Guerre.

— Louise Michel, la célèbre propagandiste libertaire, est morte à Marseille dans la nuit du 10 janvier.

— L'empereur Guillaume a conféré au général Stoussel et au général Nogi la décoration de l'ordre pour la Mérite afin de rendre hommage à la bravoure dont ils ont fait preuve, et à leurs troupes, pendant le siège de Port Arthur. Il a pris le titre et le mikado de donner leur assentement à cette marque de distinction.

— Rien à signaler d'important sur la ligne de l'Est de Maudslouffe. Les armées de Kurcpakine et de Ojans continuent à s'observer. Il n'y a que des engagements de patrouilles et d'avant-postes.

— A Port-Arthur, l'occupation par les Japonais a eu lieu et on a terminé l'évacuation sur divers points de rassemblement de la garnison prisonnière. La plupart des officiers et même des généraux ont refusé de signer la revers et restent prisonniers avec leurs hommes.

Le général Stoussel a eu un long entretien avec le général Nogi, dans le village de Thuaïsi; le défenseur de Port-Arthur a donné sa parole de rester en Russie par Nagasaki.

La grosse affaire reste le sort de l'escadre de Rodjstevsky.

On lit dans le Temps : En ce qui concerne le bruit du rappel de l'escadre du Pacifique sur l'admiral Rodjstevsky, qui prétendait-on, trouverait ses équipages trop peu entraînés, les personnes compétentes le considèrent comme dénué de fondement.

C'est ainsi, par exemple, que le capitaine de frégate Clado, qui fut, au 1^{er} escadre, le capitaine de pavillon de l'amiral Rodjstevsky, nous assurait mardi soir que l'escadre de son chef, qu'il a, en se souvenant, qu'il a été, était largement pourvue en hommes, en matériel, en munitions, et signalait que le voyage d'été dans les incidents de Cronstadt à Madagascar en témoignait.

— C'est ainsi, par exemple, que le capitaine de frégate Clado, qui fut, au 1^{er} escadre, le capitaine de pavillon de l'amiral Rodjstevsky, nous assurait mardi soir que l'escadre de son chef, qu'il a, en se souvenant, qu'il a été, était largement pourvue en hommes, en matériel, en munitions, et signalait que le voyage d'été dans les incidents de Cronstadt à Madagascar en témoignait.

— C'est ainsi, par exemple, que le capitaine de frégate Clado, qui fut, au 1^{er} escadre, le capitaine de pavillon de l'amiral Rodjstevsky, nous assurait mardi soir que l'escadre de son chef, qu'il a, en se souvenant, qu'il a été, était largement pourvue en hommes, en matériel, en munitions, et signalait que le voyage d'été dans les incidents de Cronstadt à Madagascar en témoignait.

M. Doumer, président

Quand M. Paul Doumer débarqua d'Indo-Chine, il déclara : « Mon programme est toujours le même. Mais plus que jamais, je veux une patrie grande et fraternelle, dans l'intérieur et une armée forte et respectée. »

Dès qu'il eut dit ces sentiments avant son départ, il s'en était encore fortifié en étudiant, du large horizon, notre situation nationale. Il avait gagné, et pour lui-même et pour les grands intérêts que son labeur et son action patriotique ont servis, à vivre en dehors de l'opinion faussée du Palais-Bourbon.

C'est ce qui explique sa parfaite clairvoyance dans la politique mesquine et sottisier qu'il a vu s'agiter autour de lui depuis son retour. Il n'est plus, pour lui, par effet de l'air ambiant et de ses députés qui, par effet de l'air ambiant et de ses députés professionnels, sont incapables d'évaluer l'importance de cette question, facile la plus haute, en dehors de la contingence parlementaire, d'un intérêt de groupe, d'un intérêt électoral, et, plus encore, d'un intérêt électoral.

Il est, en quelque sorte, redevenu un homme nouveau et qui a retrouvé l'expression du sentiment général du pays. Après avoir donné la mesure de sa valeur pendant son gouvernement de l'Indo-Chine, il a pris conscience de lui-même dans cet exercice laborieux et fécond d'un devoir doucement accepté, et les qualités de clairvoyance et de décision qu'il avait développées extérieurement, les a appliqués avec précision à notre situation intérieure qu'il veut améliorer. C'est pourquoi il a le premier condamné et marqué comme du fer rouge la politique de violence, d'arbitraire politique et de discussion morale; pratique par M. Combes et dont M. G. Clemenceau, après coup, n'a pu s'empêcher non plus de signaler la sottise et l'impéritie. C'est pourquoi aussi il en a, le premier toujours, dénoncé l'aveugle et systématique en tout ce qui est réformes et progrès démocratiques.

Il veut la patrie grande et fraternelle, aussi bien le pays — c'est le national — la tournure de son esprit imprévoyante, dangereuse comme une trahison, au milieu des événements qui inquiètent le monde, que M. Pelletan a donnée à l'administration de la Marine.

En somme, il est apparu comme le porte-drapeau d'une République autre que celle qu'on nous propose et qui est la négation de principe et de l'idéal républicains.

C'est la signification et l'actualité du mouvement qui l'a porté à la présidence de la Chambre.

Deux ans d'élection, quarante ou cinquante membres de la majorité réservés par menace ou par corruption à la politique électorale de M. Combes, ont trouvé une occasion peu héroïque de soulager le remords de leur conscience. Elle n'est même que plus significative puisqu'il a fait le scrutin secret pour arracher la vérité.

A ce propos, on nous a dit que dans une lettre adressée par Salles à Combes, l'histoire romaine indiquait de marquer des moyens militaires d'arrêter le Sénat, la vote au scrutin secret, qui permet aux votants d'échapper à la tyrannie des factions.

LA ROUVAYE.

REVUE POLITIQUE

Dimanche, au cœur de Paris, du d'ordre de travail et de raison, dans ces quatrièmes de gauche et de moyen commerce qui vont de la rue Vivienne à la rue des Jeûneurs et à la rue Saint-Denis et où l'on pourrait prendre le moyen de la pensée de la France industrielle, le ministre a subi un échec sans précédent que le gifle du général André. Chose louée, on avait vu un ministre, le ministre de la Marine, M. Camille Pelletan, en descendant personnellement dans l'arène pour y poursuivre ses victimes inachevées, l'amiral Bienaimé et y comporter comme l'agent électoral le plus acharné, vivant, le titre de ministre de ses documents les plus secrets et donner des interviews publiques comparables à des affiches de la dernière heure. Mais la victime s'est redressée de toute sa hauteur et le suffrage universel a fait un piedestal à ce témoin irrécusable de l'écrou, du désordre, de l'iniquité, de tout ce qui a été de l'administration de la Marine, entre les mains de M. Camille Pelletan, ce que M. Paul Doumer aujourd'hui président de la Chambre, qualifie vigoureusement, avec son autorité de président de la Commission du budget, de « péri national ».

La tapage formidable soulevé au ministère de la Marine a d'ailleurs pas seulement à lui, elle frappe tout le ministère. C'est un événement qui a été le point de départ de la plus importante des circonstances de nos élections parlementaires : de ce « péri national », comme l'appellent les journaux, nous sommes les redoutables parisiens dont il était

alors le rempart, à l'épave la politique de violence d'hypercritique et de délation que M. Combes a essayé de pratiquer sous l'égide et sous l'aile impérial, le candidat malheureux était bien vite dégrisé de l'atmosphère compromissive, qu'il était devenu aussi antimilitariste que son concurrent l'amiral Bienaimé et qu'il se faisait le peu à la cloche de la campagne, qu'il se terminait ses affiches par « A bas Combes ! »

« A bas Combes ! » C'est la signification et caractéristique de dimanche, c'est la signification de la victoire qui a élu M. Paul Doumer à la présidence de la Chambre.

On peut dire ce qu'on voudra du peu de courage des députés de la majorité qui, en apparence leur appont un événement de M. Henri Brisson, un projet de scrutin secret pour exprimer un désaveu qu'il n'aurait formulé d'ordinaire avec leur belle bouche, c'est à faire entre eux et leur conscience, mais ce désaveu n'est, en quelque sorte, que plus sincère. Pas une nuance, depuis un an, la politique de M. Combes et du « bloc » n'aurait résisté à cette éprouve du scrutin secret; car l'on sait par quelques manœuvres d'intimidation et de corruption, exécutées jusqu'à dans l'enceinte parlementaire et que justement M. Paul Doumer a aussi dénoncées avec cette franchise d'allure qui lui a valu l'honneur de sa victoire et de ses petits papiers et dont la France-Magnétique, suivant les termes publics de confiance se trouvaient tripartites et corais.

M. Henri Brisson au fait il présidentiel était l'homme de M. Combes et de M. Jaurès, celui-ci le vrai meneur de cette politique de désorganisation, organisée, si l'on peut dire, à l'aide du plus vulgaire des appâts, celui de l'assiette au beurre électoral, maintenus par le terreux et la haine de la délation et des petits papiers et dont la France-Magnétique, suivant les termes publics de confiance se trouvaient tripartites et corais.

M. Paul Doumer est l'homme du plein jour et de l'effacement; on ne respire jamais que la délation au terre et, premier symptôme bien caractéristique, assés que son élection a été proclamée, le commandant militaire du Palais-Bourbon qui avait fait à l'école de Saint-Mandé l'œuvre de délation que l'on sait et que maintenant seule l'autorité de M. Brisson et la protection du Grand-Orient, — le lieutenant-colonel Sarrail, notamment bien ce qu'il se passait en l'enceinte parlementaire, a pu se permettre de demander à la disposition du ministre de la Guerre.

Il n'y a pas à s'y tromper, la majorité de députés qui a fait de M. Doumer le président de la Chambre, n'a fait que répondre au sentiment de l'opinion, non pas de celle de professeurs qui se manifestent dans les loges et dans ces petits comités de salut public dont la « bobo » gouverne le pays comme d'un réseau policier, mais de celle qui, après avoir approuvé à long-temps les vaines hypocrisies de l'arbitraire au profit d'une coterie efféminée des revendeurs de bons du pouvoir, a enfin réagi sous la surprise inopiné de la délation honteuse à la boutonnière des Vadequards et de Bouffroydoux.

M. Paul Doumer a été le tribun l'éternel courageux et éloquent de toutes les victimes de toutes les violences, de tous les désordres de la politique ministérielle; il a signalé hautement les vices de la politique, comme tous les avortements. C'est toujours lui qui a trouvé la mot et la réassurance correspondant au sentiment public; il était l'homme de la réparation.

Que des adversaires dont il gèle les vices politiques, comme M. Jaurès et M. Clemenceau, lui prêtent aujourd'hui toutes les pierres de leur petit jardin, il n'en reste pas moins que M. Clemenceau, par exemple, est obligé de constater ce matin que le « gouverner est obligé de constater le combat » par son élection et un bon de la République et la France « découvrant trop tard l'incertitude des conceptions de M. Combes », la « sottise et l'impéritie de nos moyens de gouvernement ».

MARCUS

CHRONIQUE LOCALE TOURCOING

Un Conseil d'ami

Quand on essaie de ménager la chèvre et le chou, il arrive un moment où la chèvre que le fain glorieux, donne un coup de corne pour s'élever vers le chou, objet de ses convoitises, et il devient alors impossible de le retenir.

Un de nos confrères de la presse locale vient d'en faire le désagréable expérience, plus qu'agréablement, cela s'entend, et nous espérons que la leçon lui profitera.

Personne ne contestera que cet excellent confrère avait jusqu'à son dernier jour